

Situation du SDIF

Formation Spécialisée (Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail)

DRFIP 44

28 novembre 2024

En introduction de ce point que nous avons fait mettre à l'ordre du jour, nous avons rappelé avoir fait le tour des collègues du Service Départemental des Impôts Fonciers (SDIF) à Nantes et Saint Nazaire pour faire l'état de la situation.

CONSTAT

À partir des éléments relevés auprès des collègues et si on reprend les préconisations présentées à la FS du 09 avril 2024 suite à la visite de la délégation FS au SDIF en décembre 2023, le constat est que rien ou presque n'a évolué :

- charge de travail
- sous effectifs – arrêts de travail et burn-out
- E-contact : 13 000 malgré le renfort de 6 EDR cet été ! Avec toujours l'impact de GMBI où tout n'est pas bien expliqué sur nos modes de calculs. Comment répondre dans un délai raisonnable aux usagers ? La saisie par les usagers eux mêmes dans GMBI provoque énormément de questions
- Retard sur la mise à jour du fichier foncier avec un énorme problème Evaloc qui de mande une saisie redondante – pareil pour SURF et Gestloc toujours pas optimisés
- Taxes Foncières : beaucoup de mise à jour en souffrance avec évaluations
- applicatifs défaillants avec quelques évolutions très insuffisantes
- Toujours pas de perspectives concrètes sur la TU (premiers rôles et contentieux sans les outils !)
- sentiment d'impuissance, de dépossession de leur métier des collègues avec l'impression de ne jamais pouvoir y arriver
- aveuglement parfois de la direction sur la situation
- manque des A aussi bien au PTGC, qu'au PELH et au PELP pour que le service tourne

CÔTÉ TOPO

Les géomètres signalent les points suivants :

L'IA Topo :

1 - les bâtiments représentés par l'IA représentent 1500 bâtis pour tout le département. Il ne

s'agit plus d'une approche exhaustive du plan et au mieux on garde à peine 25% des détectations. Pour mémoire, le nombre de fiche LASCOT (l'appli regrettée, remplacée par SURF) sur la seule commune de Nantes avoisinait les 2000 fiches en retard de croquis avant qu'on passe à SURF.

2 - Les bâtiments créés par l'IA ne sont pas calés dans le plan, pas cohérents avec le terrain, bref pas topographiques. Les "bâtiments vus du ciel" sont un raté complet avec plein de bâtis isolés non mis au plan (à priori les plus de 150 m²), ceux dessinés sont mal calés avec des erreurs du type maison à cheval sur 2 parcelles mais aux propriétaires différents (sympa le futur contentieux !). Aucune solution pour les extensions à priori pour l'instant. Bref des dizaines de millions d'euros d'argent public encore bien dépensé !!!

Les perdants sont les **collègues des secteurs fonciers, les propriétaires et les communes** (NB : sur une grande partie du département la **MAJ du bâti s'est arrêtée début 2019 !!!!!**) Les groupes privés ont vendu du rêve à la DG-FIP (qui s'est bien gardée de nous demander notre avis, ne nous a jamais averti des progressions, rarement du calendrier, ou au dernier moment lorsqu'il fallait rendre des stats dans un temps réduit). Quel gâchis: **le plan cadastral c'est notre raison d'être professionnelle**).

RESSENTI GÉNÉRAL DU SDIF

Les géomètres de Loire Atlantique sont de plus en plus "normalisés" en contrôleurs (accès aux applis taxes foncière, mise à jour des évaluations, etc).

La direction prétend que la vérification des DMPC (anciennement travail des inspecteurs, dans ce cadre passons les géos en catégorie A !) est un travail topographique, pratique, ça lui permet de déclarer que les géos font du travail

technique alors que c'est du travail de bureau. De la même manière, à l'instar des ex-SIP (les agents TF des SIP s'occupaient plus d'IR que de foncier), on demande aux géos leur concours sur des tâches fiscales lorsque les PELH sont en gâlerie, ce qui arrive régulièrement.

Pour Saint-Nazaire, le futur déménagement s'annonce sous les pires auspices (pas de parking, quid de la place réelle par agent si on soustrait les m² du stockage matériel et des archives particulièrement conséquentes ?).

INTERVENTIONS CGT ET RÉPONSES DE LA DIRECTION

En conclusion, les représentants CGT ont demandé à ce que les préconisations avancées en Formation Spécialisée le 09 avril dernier fassent l'effet d'un bilan détaillé : qu'est ce qui a été fait ou reste à faire ? Est-ce que l'on attend que les sachants craquent et s'en aillent ? Est-ce que l'on attend que les collectivités territoriales s'énervent pour que l'on fasse notre travail ? Quelles solutions comptez vous apporter ?

En réponse, la Direction est revenue sur la genèse compliquée du SDIF 44 en sept 2023 avec le déploiement de GMBI qui a généré beaucoup de complications.

Pour les applications, on constate des évolutions positives néanmoins, sans doute insuffisantes encore. À chaque palier, il y a des mises à jour.

Les 13 000 e-contact actuels s'expliqueraient par un pic de charge saisonnier, mais il y a un passif qui date des SIP. La Direction est parfaitement consciente du problème des effectifs, mais si elle présente toujours 93 emplois théoriques, le chiffre réel est descendu jusqu'à 76 présents, entre les postes vacants et arrêts maladie. Six contractuels vont arriver d'ici fin décembre, et la direction a déjà octroyé 22 mois d'auxiliaires et des EDR équivalent à 45 mois, ont aussi été mis à disposition régulièrement. Cet effort sera poursuivi jusqu'à D4 (heureusement !!). La Direction a aussi pris en charge directement certains travaux, le SPF-E de Nantes a traité les anomalies BNDP. Mais le local n'a pas la main sur tout et par exemple, les relances automatiques de SURF nous compliquent la vie. La livraison ré-

cente de l'application Cadscad devrait faciliter le travail d'évaluation d'office.

La CGT a rappelé que les e-contact semblent être une charge sans fin, s'ajoutant à tous les travaux à faire (dont l'accueil APRDV ou téléphonique), les collègues sont fatigué·e·s par la situation et ne voient pas le bout du travail... La direction répond qu'elle n'a jamais demandé à ce que le stock soit à zéro 🤔 (ouf ! Mais un peu court)

La direction est consciente que pour le Foncier Innovant, les résultats ne sont pas là effectivement, tant sur le topo ou le bâti isolé que sur le repérage des piscines. Bercy avait prévenu qu'ils ratisseraient large ce qui explique le niveau de déchet. On entre dans la phase de détection topographique, des critères ont été retenus pour ce qui devait être mis à jour sur le plan mais le résultat est vraiment très imprécis notamment en bord de parcelle. Le 44 est pilote donc on essuie les plâtres. L'algorithme ne recale pas les photos sur les plans. Les empiètements vont créer conflits et contentieux. La direction tient cependant à saluer les géomètres pour le travail effectué.

La CGT pose des constats et s'interroge sur le caractère non réversible des dégâts causés au plan.

Le Directeur fait remonter les problèmes à Bercy mais cela va prendre du temps pour remonter en qualité, il faut en avoir conscience et ne pas se mettre la pression. On fera le point après D4.

Bref, il conseille de travailler en mode dégradé et par priorité mais ça fait des années qu'on le fait, les problèmes du service semblent être enfin constatés, mais avec une bonne année de retard...

Nous avons aussi alerté sur le risque de perte d'expertise au PELP (départ en retraite ou promo).

La Direction ira à la rencontre en décembre des équipes SDIF à Nantes et en janvier à Saint Nazaire

Et la revalorisation des valeurs locatives des locaux d'habitation est toujours dans le paysage !

***On ne lâche rien et faisons pression sur Bercy pour sortir de l'impasse !
On veut les outils et les emplois pour pouvoir travailler correctement !***